



PROTOCOLE D'ACCORD N° 2016/06

SUR LE RECOURS AU VOTE ELECTRONIQUE CONCERNANT LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES CE, DP et Conseil de Discipline

Le présent protocole a été débattu entre :

La SOCIETE KEOLIS DIJON, représentée par son Directeur, Monsieur Laurent
VERSCHELDE,

d'une part,

Le syndicat CGT, représenté par Madame Michelle MEURVILLE, déléguée
syndicale,

Le syndicat SNTU CFDT, représenté par Monsieur François VANDENBROUCKE,
délégué syndical,

Le syndicat FO représenté par Monsieur Joaquim BISPO, délégué syndical, et
monsieur Cataldo SGARRA, délégué syndical maitrises et cadres,

d'autre part,

je
W FU
CF

PREAMBULE

La Société KEOLIS DIJON est chargée, par le Grand Dijon, de l'exploitation du réseau de transports publics urbains de voyageurs, dans la limite territoriale du périmètre des transports urbains de l'Agglomération Dijonnaise.

Pour assurer dans les meilleures conditions, la gestion et l'exécution du service public qui lui est confié, l'ensemble du personnel est appelé à accomplir quotidiennement son service sur le territoire des communes qui composent le périmètre des transports urbains. L'amplitude de fonctionnement de l'entreprise et de ses salariés s'étend sur une grande plage horaire. De plus, de nombreuses prises ou fins de service du personnel du service Exploitation (notamment des conducteurs-receveurs) ont lieu au centre-ville de Dijon. Le nombre d'agents en repos, en congés ou en absence légale, représente chaque jour en moyenne 30 % des effectifs.

De ce fait, le vote dématérialisé est privilégié.

Afin de faciliter l'organisation des élections CE, DP et Conseil de Discipline, le présent protocole d'accord a pour objet d'autoriser le recours au vote électronique au sein de Keolis Dijon conformément aux dispositions des articles L. 2314-21 et L. 2324-19 du Code du travail.

Les garanties offertes par le système de vote retenu, en termes de sécurité et de confidentialité des votes, sont précisées par le cahier des charges, annexé au présent accord.

Par ailleurs, il est rappelé que la définition des modalités d'organisation des élections des membres du comité d'entreprise (CE), des délégués du personnel (DP) et du Conseil de Discipline (CD) élus au sein de Keolis Dijon relève du protocole d'accord préélectoral.

Le vote électronique permettra notamment :

- d'obtenir en fin de scrutin des résultats sans erreur possible affichés en quelques minutes, quelle que soit la complexité des élections et ce sous le contrôle des bureaux de vote désignés,
- de limiter les erreurs de distribution des bulletins de vote (gestion de multitude de bulletins, d'enveloppes potentiellement source d'erreurs),
- de pallier les aléas postaux,
- de favoriser la participation des électeurs.

Sc
W
AV
CF

CONFORMITE DU SYSTEME DE VOTE

Comme le propose la Loi pour la Confiance dans l'Economie Numérique (loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 publiée au JO du 22 juin 2004), les parties signataires conviennent d'aménager le processus des opérations de vote en ouvrant la possibilité de recourir au vote électronique pour les élections professionnelles au sein de Keolis Dijon.

La conception et la mise en place du système de vote électronique sur la base d'un cahier des charges respectant les prescriptions réglementaires en application des articles R2314-8 alinéa 2 et R2324-4 alinéa 2 du code du travail seront confiées à une entreprise spécialisée. Le prestataire choisi sera précisé dans le Protocole d'accord pré-électoral.

Le prestataire remettra un rapport aux signataires présentant l'expertise du système choisi ; une société indépendante et experte dans la sûreté de fonctionnement des systèmes de vote électronique auditera et garantira la conformité du cadre électoral ainsi qu'aux exigences légales et réglementaires en la matière. Le prestataire apportera la preuve de la transmission de ce rapport auprès de la CNIL.

Avec les organisations syndicales représentatives de Keolis Dijon et après avoir vérifié la fiabilité du dispositif, il a été décidé de mettre en place les modalités qui suivent :

ARTICLE 1er. - MISE EN PLACE DU VOTE ELECTRONIQUE

La mise en place et la conception du vote électronique sont confiées à un prestataire extérieur choisi par Keolis Dijon et présenté aux Délégués Syndicaux, sur la base des dispositions du présent accord et du cahier des charges qui y est annexé.

Le prestataire choisi est précisé dans le PAP et est désigné ci-après « LE PRESTAIRE ».

Il a été présenté aux organisations syndicales représentatives participant à la négociation du présent accord, lesquelles reconnaissent avoir reçu une présentation complète du système et avoir pu poser toutes leurs questions relatives à son fonctionnement.

Il est également reconnu que les organisations syndicales incluses dans le périmètre du présent accord ont toutes été informées de l'accomplissement des formalités déclaratives préalables auprès de la Commission Nationale de l'informatique et des libertés.

ARTICLE 2. - MODALITES D'ORGANISATION DES OPERATIONS DE VOTE ELECTRONIQUE

Les parties conviennent que les électeurs voteront exclusivement par un processus de vote par internet, sauf autres dispositions stipulées dans le protocole d'accord pré-électoral. Un site test sera notamment mis à disposition pour validation par les organisations syndicales représentatives de Keolis Dijon.

Afin d'assurer un taux de participation optimale, les parties conviennent tant pour le premier tour que pour un éventuel second tour de scrutin, que les élections auront lieu sur plusieurs jours et ce conformément au calendrier défini dans le protocole d'accord préélectoral.

Les électeurs auront la possibilité de voter à tout moment pendant la période ouverte du scrutin, de n'importe quel terminal Internet ou Intranet.

Par ailleurs, pendant la période ouverte du scrutin, du matériel informatique en libre service avec une connexion au site sécurisé d'élections sera mis à la disposition des salariés.

L'emplacement de ce poste permettra l'isolement nécessaire pour assurer la confidentialité du vote à partir de celui-ci. Une information en local sera effectuée sur ces emplacements.

Les salariés seront informés par courrier et par affichage traditionnel (panneaux d'information, intranet et écrans TVInfos Divia) de l'ouverture des bureaux de vote.

Le prestataire assurera la programmation des accès Internet et Intranet et notamment la présentation à l'écran des bulletins de vote.

Il assurera la reproduction sur le serveur des listes de candidats telles qu'elles auront été présentées par leurs auteurs.

Ces listes apparaîtront sur les écrans dans l'ordre de leur arrivée à la Direction des ressources humaines. Il est possible de prévoir un autre ordre dès lors qu'il assure une égalité entre les candidats. Cet ordre sera déterminé dans le protocole d'accord pré-électoral.

ARTICLE 3. - DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VOTE

Tous les moyens seront mis en œuvre pour faciliter l'appropriation de cette nouvelle technique de vote.

A cet effet, un courrier précisant les conditions et la procédure de vote électronique sera produit aux électeurs. Ce courrier sera porté à la connaissance des électeurs suffisamment à l'avance avant l'ouverture du premier tour de scrutin.

En outre, les délégués de liste, les délégués syndicaux et les membres du bureau de vote recevront une formation sur le système de vote électronique retenu.

sc
W
GF
FW

Afin de procéder aux opérations de vote par voie électronique dans des conditions assurant la confidentialité et l'unicité de son vote, chaque électeur recevra, avant le premier tour des élections, à son domicile par courrier simple, un code ainsi qu'un mot de passe permettant son identification ainsi que l'accès aux pages du serveur de vote.

L'électeur pourra exprimer son vote par la voie électronique en se connectant au site sécurisé mis en place à cet effet par le prestataire, dans des conditions assurant sa confidentialité.

La saisie de ses identifiants permettra à l'électeur d'accéder aux bulletins de vote correspondants à son collège, ce pour l'élection des membres du comité d'entreprise des délégués du personnel et du conseil de discipline, titulaires et suppléants.

Une fois son vote exprimé, le choix de l'électeur apparaîtra clairement à l'écran et pourra être modifié avant validation. Sa validation définitive vaudra signature et émargement.

Ce vote sera traité de telle sorte à assurer son anonymat et son chiffrement avant d'être transmis dans le fichier contenant l'urne électronique, recensant tous les votes exprimés.

La liste d'émargement sera accessible aux membres du bureau de vote à des fins de contrôle. Aucun résultat partiel ne sera disponible pendant toute la durée du scrutin.

Il est renvoyé aux dispositions contenues dans le cahier des charges ci-joint afin de préciser les conditions techniques du déroulement des opérations de vote par la voie électronique.

Afin de répondre aux exigences posées par les dispositions du Code du Travail relatives au vote électronique et aux principes électoraux de confidentialité, d'intégrité et de sincérité du vote, le flux du vote et celui de l'identification de l'électeur seront séparés.

L'opinion émise par l'électeur ayant été cryptée sera ainsi stockée dans une urne électronique dédiée, sans aucun lien avec le fichier d'authentification des électeurs.

L'ensemble des organisations syndicales et la Direction pourront, à tout moment, au moyen d'un code secret, interroger un compteur leur permettant de relever avec précision le nombre de votants pour chacune des élections.

Garantie de confidentialité du vote et stockage des données

Afin de répondre aux exigences posées par les articles R2314-10-2 et R2324-6-2 du code du travail, le flux du vote et celui de l'identification de l'électeur seront séparés. L'opinion émise par l'électeur sera ainsi cryptée et stockée dans une urne électronique dédiée sans lien aucun avec le fichier d'authentification des électeurs.

Ce circuit garantit ainsi le secret du vote et la sincérité des opérations électorales.

Les « administrateurs » désignés de chacun des bureaux de vote constitués pourront consulter tout au long du scrutin, grâce à une clef d'accès, la liste d'émargement en

ligne et les taux de participation. Ces administrateurs sont choisis parmi les membres des bureaux de vote.

Chaque liste de candidats aura la faculté de désigner un représentant qui aura accès aux mêmes informations.

ARTICLE 4. - DEPOUILLEMENT DES BULLETINS DE VOTE

Le dépouillement sera assuré à la clôture des opérations de vote par les membres du bureau de vote.

A l'issue des opérations de vote électronique et avant les opérations de dépouillement, les membres des bureaux de vote contrôlent la fermeture du scrutin (article R2314-18 et R2324-14 du code du travail).

Dès la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les serveurs informatiques sont figés, horodatés et scellés automatiquement.

Le dépouillement se fait par l'activation conjointe d'au moins deux clés de chiffrement différentes par les assesseurs de chaque bureau de vote. Un troisième assesseur suppléant sera désigné pour palier à l'absence d'un des deux assesseurs le jour du scellement ou le jour du dépouillement.

Les membres des bureaux de vote éditent les procès-verbaux et proclament les résultats.

Afin de familiariser les membres des bureaux de vote au système de vote, une information précise leur sera communiquée avant le scrutin et ils bénéficieront d'une assistance du prestataire pendant toute la durée du dépouillement.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent protocole est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être révisé si l'une des parties le souhaite. Celle-ci devra alors adresser aux autres parties sa proposition de révision par lettre recommandée avec accusé de réception et une négociation devra s'engager, à l'initiative de la partie la plus diligente, dans les 3 mois de la réception de la proposition de révision.

Cet accord pourra par ailleurs être dénoncé à tout moment dans les conditions prévues à l'article L.2222-6 du Code du travail, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Il donnera lieu à dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du Code du travail, à savoir dépôt en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique auprès de la Direccte et en un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes.

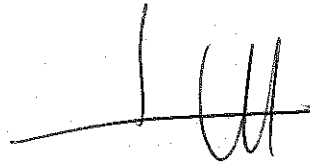
Sc
W
GF PV

Accord d'entreprise 2016/06 - Vote Electronique

Fait à Dijon

Le 21 octobre 2016,
En 7 exemplaires originaux dont deux pour les formalités de publicité

Le Directeur
Laurent VERSHELDE

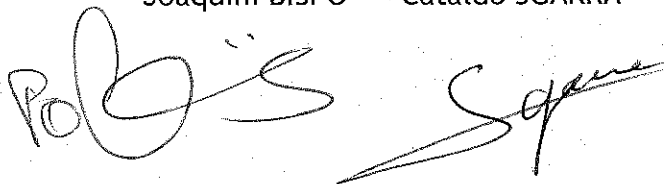


Pour le syndicat CGT,
Michelle MEURVILLE

Pour le syndicat SNTU CFDT,
François VANDENBROUCKE



Pour le syndicat FO,
Joaquim BISPO Cataldo SGARRA





ANNEXE - CAHIER DES CHARGES DU SYSTEME DE VOTE

ANNEXE A L'ACCORD D'ENTREPRISE : REFERENCE : 2016-10-216 DU 21/10/2016
DANS LE CADRE DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES
ET RELATIF AU RECOURS AU VOTE DEMATERIALISE PAR INTERNET

PRÉAMBULE

Dans le cadre de l'organisation des élections professionnelles portant sur le renouvellement des mandats des Délégués du Personnels, des Représentants du Personnel au Comité d'Entreprise et des Représentants au Conseil de Discipline, la Direction de la société et les Organisations Syndicales ont souhaité recourir au vote dématérialisé par internet.

La société **KERCIA Solutions**, représenté par Monsieur **Fabrice FERNANDEZ**, a été choisie comme prestataire et aura en charge la mise en œuvre du vote dématérialisé conformément au présent cahier des charges.

MISSIONS DU PRESTATAIRE

KERCIA Solutions, aura en charge :

- la mise en œuvre du système de vote dématérialisé par internet,
- la mise en œuvre du système de dépouillement des bulletins de vote dématérialisé par internet et l'élaboration des états des résultats permettant l'affectation des sièges

Le système développé et qui sera mis en œuvre par **KERCIA Solutions** est conforme en tous points aux prescriptions des articles L. 2314-20 à L.2314-23, R.2314-5 et R.2324-2 relatifs aux conditions et aux modalités de vote dématérialisé par internet pour l'élection des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise et modifiant le code du travail. Le système développé et qui sera mis en œuvre par **KERCIA Solutions** a été, conformément à la législation en vigueur, audité par un organisme indépendant, le Bureau Veritas, chargé de valider sa conformité vis-à-vis des obligations réglementaires.

SECURITE DU SYSTEME DE VOTE

Avant l'ouverture du vote, les données de paramétrage du scrutin sont scellées manuellement, un condensat de référence est généré sur ces données pour en assurer l'intégrité à tout moment. Au scellement puis à l'ouverture programmée du scrutin, un constat assure des émargements et des urnes vides.

CS
CFW
FW



A la date de fermeture programmée du scrutin, la clôture des votes est faite automatiquement, un condensat de référence est généré sur l'urne et l'émargement des votes électronique à la fermeture.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES TRANSMISES

Le système retenu assure la confidentialité des données transmises, notamment de celles des fichiers constitués pour établir les listes électorales des collèges, ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes.

Le système retenu répond en tous points aux prescriptions de la CNIL en matière de droit à la protection dans le cadre du traitement informatique contenant des données à caractère personnel, prescriptions énoncées dans la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 relative à "l'informatique, aux fichiers et aux libertés" et aux textes de loi postérieurs modifiant et actualisant son contenu.

KERCIA Solutions s'engage à conserver de manière confidentielle toutes les informations et les données qui lui seront transmises dans le cadre de l'organisation du vote dématérialisé par internet. Il met en œuvre tous les moyens nécessaires afin de sécuriser l'accès aux informations des fichiers qui lui sont transmis par l'entreprise sur ces propres systèmes et à limiter leur consultation aux seuls personnels chargés de la gestion du vote dématérialisé par internet.

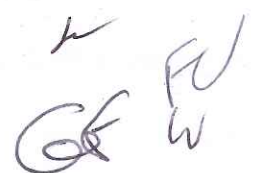
A l'issue de l'opération de vote dématérialisé par internet, **KERCIA Solutions** s'engage à détruire les fichiers transmis et à ne conserver aucune de ces données.

CELLULE D'ASSISTANCE TECHNIQUE

L'entreprise mettra en place une cellule d'assistance technique chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote dématérialisé par internet, comprenant, le cas échéant, les représentants de **KERCIA Solutions**

En présence des représentants des listes de candidats, la cellule d'assistance technique :

- Procède, avant que le vote ne soit ouvert, à un test du système de vote dématérialisé par internet et vérifie que l'urne électronique est vide, scellée et chiffrée par des clés délivrées à cet effet ;
- Procède, avant que le vote ne soit ouvert, à un test spécifique du système de dépouillement, à l'issue duquel le système est scellé ;
- Contrôle, à l'issue des opérations de vote et avant les opérations de dépouillement, le scellement de ce système.
- Durant le scrutin un interlocuteur dédié de **KERCIA Solutions** se tiendra à la disposition des représentants de la direction et des membres du bureau de vote.





- Par ailleurs, un service d'assistance téléphonique sera mis en œuvre dans le but de renseigner les électeurs.

LES FICHIERS

Le traitement « fichier des électeurs » et « fichier des candidats » est établi à partir d'un référentiel fourni par la Direction de la société. Il a pour finalité de délivrer à chaque électeur un moyen d'authentification, d'identifier les électeurs ayant pris part au vote et d'éditer les listes d'émargement.

L'émargement indique la date et l'heure du vote. Les listes sont enregistrées sur un support distinct de celui de l'urne électronique, scellé, non réinscriptible, rendant son contenu inaltérable et probant.

Le fichier dénommé "contenu de l'urne électronique" recense les votes exprimés par voie électronique. Les données de ce fichier font l'objet d'un chiffrement et ne doivent pas comporter de lien permettant l'identification des électeurs afin de garantir la confidentialité du vote.

CONTENU DES FICHIERS

Les données devant être enregistrées sont les suivantes :

- pour les listes électorales : matricule, noms et prénoms des inscrits, date d'entrée dans l'entreprise, date de naissance, collègue ;
- pour le fichier des électeurs : matricule, nom, prénom, collègue et coordonnées postales ;
- pour les listes d'émargement : collègue, noms et prénoms des électeurs ;
- pour les listes des candidats : nom de la liste, collègue, noms et prénoms des candidats, titulaires ou suppléants, appartenance syndicale le cas échéant ;
- pour les listes des résultats : nom de la liste, noms et prénoms des candidats, élus, non élus, nombre de voix obtenues, appartenance syndicale le cas échéant, collègue et les destinataires mentionnés ci-dessous.

Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont les suivants :

- pour les listes électorales : électeurs, syndicats ayant participé à la négociation du protocole d'accord pré électoral, qu'ils en soient signataires ou non, dépositaires d'une liste de candidats au 2nd tour électoral le cas échéant et collaborateurs des ressources humaines désignés par la Direction pour l'organisation des élections ;
- pour le fichier des électeurs : chaque électeur a accès à ses propres informations uniquement ;
- pour les listes d'émargement : membres des bureaux de vote, collaborateurs des ressources humaines désignés par la Direction pour l'organisation des élections ;
- pour les listes des candidats : électeurs, syndicats ayant participé à la négociation du protocole d'accord pré-électoral, qu'ils en soient signataires ou non, dépositaires

Handwritten initials: K, AV, CE, W



- d'une liste de candidats au 2nd tour électoral le cas échéant et collaborateurs des ressources humaines désignés par la Direction pour l'organisation des élections;
- pour les listes des résultats : électeurs, services du ministère chargé de l'emploi, syndicats ayant participé à la négociation du protocole d'accord pré-électoral, qu'ils en soient signataires ou non, dépositaires d'une liste de candidats au 2nd tour électoral le cas échéant et collaborateurs des ressources humaines désignés par la Direction pour l'organisation des élections.

En cas de contestation des élections, ces pièces sont tenues à la disposition des tribunaux compétents.

LISTE ELECTORALES

Les listes électorales sont établies par l'entreprise. Le contrôle de la conformité des listes importées sur le système de vote dématérialisé par internet aux listes électorales transmises le cas échéant au prestataire est effectué sous la responsabilité de l'employeur et sous le contrôle des signataires de l'accord d'entreprise relatif au recours au vote dématérialisé par internet, dont le présent cahier des charges constitue une annexe.

L'intégration et le contrôle des candidatures sont effectués dans les mêmes conditions.

TEST - SCHELLEMENT DU PARAMETRAGE

Test - Objectifs et Période des tests

Les tests programmés dans cette phase permettront notamment de contrôler le déroulement et la conformité du scénario de vote pour chaque élection durant une période prévue dans un calendrier de préparation des élections.

Elle sera prévue à l'issue de la phase de paramétrage et de préparation du système de vote dématérialisé par internet intégrant les listes de candidats. La période de test ne peut débuter qu'après la date limite de dépôt des listes de candidats fixée par le protocole d'accord pré électoral.

Phase de tests « à blanc » - Objectifs de la phase de tests « à blanc »

Les tests dits « à blanc » ont lieu après le contrôle et la validation des scénarios d'élections et après le contrôle des listes de candidats. Ils doivent être effectués sur le système de vote dématérialisé par internet définitif et validé préalablement, afin de permettre aux membres du bureau de vote de contrôler la conformité du système de vote dématérialisé par internet avant l'ouverture effective des élections.

Étapes de la phase de test « à blanc »

Les étapes de contrôle seront les suivantes :

Sr AV
CGW



- Création par les Président et Assesseurs du bureau de vote des clés secrètes qui permettront le chiffrement des bulletins de vote dans le système de vote dématérialisé par internet du prestataire ;
- Ouverture des élections par les Président et Assesseurs du bureau de vote ;
- Réalisation de plusieurs votes selon des tests préparés pour la société. ;
- Fermeture des élections par les Président et Assesseurs du bureau de vote ;
- Emploi des clés secrètes pour le déchiffrement des bulletins de vote ;
- Déroulement du dépouillement des urnes électroniques et édition des résultats ;
- Contrôles de la conformité des résultats obtenus ;

Scellement du paramétrage : à l'issue du test « à blanc » une validation du fonctionnement du système interviendra entre le Président du bureau de vote et **KERCIA Solutions** pour que le scellement définitif intervienne.

Moyens

KERCIA Solutions s'engage à fournir un système permettant de tester « à blanc » toutes les fonctions et les rôles du logiciel une fois le paramétrage effectué, y compris l'utilisation des clés qui serviront au dépouillement réel à l'issue du scrutin.

COMMUNICATION DES IDENTIFIANTS ET GENERATION DE MOTS DE PASSE

KERCIA Solutions enverra, préalablement au scrutin et dans les délais prévus par le calendrier de préparation des élections, à chaque électeur individuellement, aux coordonnées postales contenues dans le « fichier des électeurs » transmis par l'entreprise :

- L'adresse du site de vote sécurisé générée par le système de vote dématérialisé par internet ;
- L'identifiant généré aléatoirement par le système de vote ;
- Le mot de passe individuel généré dynamiquement et aléatoirement par le système de vote dématérialisé. Ce mot de passe sera d'une complexité adaptée aux élections professionnelles.

En cas de perte du mot de passe, l'électeur aura la possibilité d'enregistrer son propre mot de passe. L'enregistrement deviendra définitif par son action sur un lien envoyé dans un email sur son adresse email ou si cette dernière est inconnue, par voie postale à l'adresse de correspondance si le calendrier le permet.

LE VOTE

Les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin électronique, définies dans le protocole d'accord pré-électoral sont contrôlées par les membres du bureau de vote et les personnes désignées ou habilitées pour assurer le contrôle des opérations électorales.

Pendant toute la durée du scrutin, les membres du bureau de vote peuvent consulter les listes d'émargement.

de PV
CF W



Pour se connecter à distance au système de vote, l'électeur doit se faire connaître par le moyen d'authentification et le mot de passe qui lui auront été envoyés par courrier postal ou généré à sa demande en cas de perte. Ces moyens d'authentification permettent au serveur de vérifier son identité et garantissent l'unicité de son vote. Il est alors impossible à quiconque de voter de nouveau avec les mêmes moyens d'authentification.

L'électeur accède aux listes de candidats, à la profession de foi de chaque candidat et exprime son vote suivant les modalités définies dans le protocole d'accord pré électoral

Le format des professions de foi des candidats et les modalités de transmission à **KERCIA Solutions** pour publication sont définis dans le protocole d'accord pré électoral.

L'ordre d'apparition et de présentation des listes dans l'application sera établi par un tirage au sort en présence d'un représentant de chaque organisation syndicale.

La présentation des listes, des noms des candidats et le format des professions de foi seront uniformes.

Le choix de l'électeur apparaît clairement à l'écran sous forme récapitulative pour chaque élection, il peut être modifié avant validation. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception.

Le vote est anonyme et chiffré par le système, avant transmission au fichier " contenu de l'urne électronique ". La validation le rend définitif et empêche toute modification.

CLOTURE ET DEPOUILLEMENT

Trois clés destinées à permettre, à l'issue du scrutin, l'accès aux données du fichier dénommé « contenu de l'urne électronique » et au dépouillement des votes sont générées par le système de vote dématérialisé.

A défaut d'accord dans le protocole d'accord pré électoral, les détenteurs des trois clefs sont le Président du bureau de vote et deux de ses assesseurs nominativement identifiés.

L'initialisation des trois clefs a lieu avant la phase de tests, à une date définie dans le calendrier de préparation des élections dans le protocole d'accord pré électoral. L'initialisation intervient de manière à prouver de façon irréfutable que les détenteurs distincts des clefs ont connaissance distinctement de leur clef à l'exclusion de toute autre personne, y compris du personnel technique chargé du déploiement du système de vote.

Chaque détenteur désigné active à tour de rôle sa propre clef avec son mot de passe. Les mots de passe sont enregistrés par les porteurs de clé afin de garantir la confidentialité.

Dès la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs.

CF
W



Le dépouillement initié par le président du bureau de vote n'est possible que par l'activation conjointe de deux clefs de chiffrement sur les trois clefs initialisées et en présence des porteurs de clés correspondants

Ainsi la présence de deux détenteurs des clés initialisées et activées avant la phase de test est indispensable pour autoriser le dépouillement.

Le décompte des voix apparaît lisiblement sur l'écran de l'ordinateur connecté au système de vote et à tous les membres du bureau de vote. Le décompte des voix fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le système de vote dématérialisé par internet est scellé après le dépouillement afin de garantir l'impossibilité de reprendre ou de modifier les résultats après la décision de clôture du dépouillement.

La procédure de décompte des votes enregistrés doit pouvoir être déroulée de nouveau.

CONSERVATION DES DONNEES

KERCIA Solutions conserve sous scellés, jusqu'à l'expiration du délai de recours et, lorsqu'une action contentieuse a été engagée, jusqu'à la décision juridictionnelle devenue définitive, les fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde. La procédure de décompte des votes doit, si nécessaire, pouvoir être exécutée de nouveau.

A l'expiration du délai de recours ou, lorsqu'une action contentieuse a été engagée, après l'intervention d'une décision juridictionnelle devenue définitive, **KERCIA Solutions** procède à la destruction des fichiers supports.

A l'issue de la remise des données, les responsabilités d'archivage du scrutin incomberont au "**CLIENT**", jusqu'à cette date **KERCIA Solutions** en assumera la charge.

h PV
CFLW